DECRET N° 85-28 du 6 Février 1985

portant transmission au Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Révolutionnaire, pour autorisation de ratification, du Protocole d'Accord de Coopération en matière de Transport et de Transit Maritime, signé le 7 Janvier 1983 à COTONOU, entre la République du Mali et la République Populaire du Bénin.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ;
- VU le décret N° 84-322 du 3 Août 1984 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;
- VU le Protocole d'Accord de Coopération en matière de Transport et de Transit Maritime, signé le 7 Janvier 1983, à COTONOU, entre la République du Mali et la République Populaire du Bénin;
- LE Comité Permanent du Conseil Exécutif entendu à sa séance du 23 Janvier 1985,

DECRETE :

Le Protocole d'Accord de Coopération en matière de Transport et de Transit Maritime ci-joint, signé le 7 Janvier 1983, à COTONOU, entre la République du Mali et la République Populaire du Bénin sera présenté au Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Révolutionnaire par le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération et le Ministre de l'Equipement et des Transports qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

EXPOSE DES MOTIFS

Camrades Membres du Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Révolutionnaire,

Le 7 Janvier 1983 a été signé à COTONOU entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République Populaire du Bénin un Protocole d'Accord de Coopération en matière de Transport et de Transit Maritime.

La signature de ce Protocole d'Accord marque la volonté de la République du Mali, pays enclavé, de se ménager des voies d'accès à la mer et constitue une preuve de la disponibilité de la République Populaire du Bénin à venir en aide à ce pays frère en lui offrant la possibilité d'utiliser ses infrastructures portuaires.

L'entrée en vigueur du Protocole d'Accord permettra donc l'acheminement vers le Mali de ses marchandises transitant par le Port Autonome de Cotonou et contribuera ainsi à la promotion des relations commerciales entre les deux pays.

Cette entrée en vigueur ne peut intervenir qu'après ratification du Protocole d'Accord par les deux Parties Contractantes.

La Partie Malienne a déjà accompli cette formalité et fait parvenir au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération ses instruments de ratification.

Compte tenu de tout ce qui précède, nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation, pour autorisation de ratification, le présent Protocole d'Accord.

Fait à COTONOU, le 6 Février 1985

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Le Ministre de l'Equipement
et des Transports,

Le Ministre des Affaires
Etrangères et de la Coopération,

Girigissou G A D O

Frédéric A F F O

Ampliations : PR 8 SA/CC/PRPB 4 CP/ANR 20 SGCEN 4 MAEC-MET 4.-